

Les sociétés à capital de risque battent de nouveaux records au Québec en 1998

Principales observations sur l'activité de capital à risque en 1998

n Cette revue statistique contient les données tirées des renseignements fournis par 38 sociétés d'investissement à capital de risque dont la plupart sont présentes au Québec. Le nombre de fonds de capital de risque au Québec est demeuré stable en 1998 après l'agitation entourant la formation de six nouveaux fonds en 1997. Les données englobent également les investissements effectués dans les entreprises québécoises par des sociétés de fonds de capital à risque situées hors de cette province.

n L'année dernière, les sociétés québécoises ont été les grandes gagnantes en matière d'investissements de capital de risque et ont atteint de nouveaux sommets. En effet, 511 transactions ont été réalisées, ce qui représente une hausse de 32 % par rapport aux 387 investissements en 1997. Ces investissements ont plus que doublé la croissance de 15 % des financements octroyés aux entreprises canadiennes dans leur ensemble. Les capitaux investis dans les entreprises québécoises ont aussi battu un nouveau record en 1997, passant à 630 millions \$, soit une hausse de 15 %. Ce rendement est particulièrement impressionnant étant donné que la totalité des capitaux investis dans tout le Canada a reculé de 9%, passant de la de 1,82 milliard \$ en 1997 à 1,67 milliard \$. En tout, 435 entreprises québécoises ont réussi à obtenir des capitaux au cours de l'année dernière.

n Le Québec a maintenu sa situation de province la plus active en termes de transactions réalisées, comptant 48 % de tous les investissements effectués par les entreprises canadiennes comparativement à 42 % l'année précédente. Les entreprises québécoises se sont aussi hissées au premier rang en termes de débours. Les 630 millions \$ investis dans les sociétés québécoises l'année dernière représentaient 38 % de tout le capital investi par les entreprises de capital de risque canadiennes, en hausse par rapport à 30 % seulement un an auparavant. L'Ontario, qui a saisi la plus grande part des capitaux investis au cours des dernières années, a obtenu seulement 32 % des débours in 1998. La stratégie d'investissement très active poursuivie par les filiales de capital de risque de la Caisse de dépôt a fortement contribué à la croissance de l'activité dans la province. Bien que la moyenne du financement soit passée de 1,06 million \$ en 1997 à 1,23 million \$ l'année dernière, elle était encore inférieure au financement moyen de 1,54 million \$ affiché par les entreprises à l'échelle nationale.

n La tendance à la hausse des réinvestissements notée un an auparavant a été également manifeste tout au long de 1998, les réinvestissements aiguillonnant la majorité de la croissance au Québec. Sur les 630 millions \$ investis, 370 millions \$ ont été affectés aux réinvestissements dans des entreprises de portefeuille existantes, ou 58 % des débours. En 1997, les réinvestissements représentaient 50 % des débours et en 1996, seulement 35 % du capital investi. Étant donné l'accent

mis sur les nouvelles transactions au cours des dernières années, il ne faut pas se surprendre que ces opérations commencent à arriver à maturité et à exiger moins de capitaux par l'intermédiaire de réinvestissements. Tant qu'une partie raisonnable des capitaux est consacrée aux transactions initiales (peut-être 40 % ou plus), l'accès à des capitaux pour des premiers financements ne devraient pas être indûment entravé.

n Cependant, il est à noter que les capitaux affectés aux investissements initiaux ont fléchi en 1998, passant de 271 millions \$ en 1997 à 260 millions \$, soit une baisse de 4 %. Néanmoins, ce recul a été moins grave que la chute de 13 % subie dans des débours initiaux à l'échelle nationale.

n La répartition de l'activité par stade de développement a été tout à fait stable, l'investissement au stade du démarrage continuant de saisir une part importante. Les investissements dans les entreprises au stade du démarrage et de l'expansion ont continué à représenter pour chaque stade environ 40 % des transactions réalisées. Les entreprises au stade du démarrage ont obtenu 34 % du capital investi par l'industrie tandis que les entreprises ayant des projets d'expansion ont récolté 48 % des investissements. Les capitaux affectés en moyenne à chaque entreprise au stade du démarrage se sont élevés à 1,05 million \$, mais ces investissements ont continué à s'échelonner de 10 000 \$ à 15,5 million \$. Le financement d'acquisitions représentait une plus faible part de l'activité cette année, tandis que celui lié au redressement d'entreprises et les autres catégories de financement (pour la plupart des consolidations) ont constitué une proportion un peu plus importante. L'augmentation des financements liés au redressement d'entreprises et les consolidations représentent une tendance naturelle avec un accent accru sur les réinvestissements puisqu'une certaine partie des entités détenues perdront inévitablement de leur potentiel et auront besoin de capitaux supplémentaires pour se remettre dans la course.

n Bien que les investissements dans les entreprises de technologie représentaient un nombre moindre de toutes les transactions réalisées au Québec en 1998 (passant de 57 % en 1997 à 52 %), ils constituaient 61 % du capital investi dans les entreprises québécoises. Par contre, les entreprises de technologie représentaient seulement 46 % des débours en 1997. Le financement moyen en matière de technologie s'est élevé à 1,4 million \$ l'année dernière, en hausse comparativement à 1,1 million \$ en 1997. La moyenne des investissements dans les entreprises des secteurs traditionnels, légèrement inférieure à 1 million \$, a reculé par rapport à 1,8 million \$ l'année précédente.

n En 1998, les entreprises de capital de risque ont continué de miser encore plus sur le secteur informatique, surtout en ce qui a trait aux finances. Le nombre de transactions liés à l'informatique a progressé de 15 %, mais les capitaux investis se sont accrus de 73 %, accordant au secteur une part de 36 % de tous les débours, soit une hausse par rapport à 21 % axé sur le secteur en 1997. Après avoir doublé les capitaux obtenus en 1997, les entreprises du secteur informatique ont presque

doublé à nouveau leurs capitaux en 1998, obtenant 120 millions \$ comparativement à 69 millions \$ octroyés aux entreprises informatiques l'année précédente. La moyenne du financement lié à l'informatique l'année dernière s'est élevée à 1,25 million \$ contre 830 000 \$ en 1997.

n Pour la deuxième année consécutive, le secteur de la biotechnologie n'a pas suivi l'élan de l'industrie, surtout en ce qui a trait aux débours dans d'autres secteurs technologiques. En effet, 46 investissements ont été accordés au secteur de la biotechnologie l'année dernière, contre 38 l'année précédente. Ces transactions ont attiré 68 millions \$, soit seulement 11 % de plus comparativement à une augmentation de 54 % des débours dans l'ensemble des entreprises de technologie. Le nombre d'investissements dans les entreprises de soins médicaux et de santé l'année dernière a plus que doublé passant de 17 à 36, et les capitaux investis ont également doublé pour s'établir à 59 millions \$. Ensemble, les financements des entreprises évoluant dans le domaine des sciences de la vie sont passés de 16 % en 1997 à 20 %. Dans le secteur des télécommunications, l'activité en termes de transactions réalisées a tourné au ralenti et les capitaux investis ont augmenté d'environ 10 millions \$. Par contre, les investissements affectés au secteur de l'énergie et de l'environnement ont fléchi à nouveau après une légère reprise l'année précédente.

n Bien que le nombre de transactions réalisées dans les secteurs traditionnels (produits de consommation, fabrication et autres) ait augmenté de 50 %, les capitaux investis dans ces secteurs ont diminué de 18 %, réduisant considérablement leur part (passant de 54 % à 39 %). Le nombre d'entreprises de fabrication recevant du financement est passé de 79 à 100. Par contre, le nombre de transactions pour ce qui est des autres secteurs d'activité a doublé pour s'établir à 105.

n Le nombre total des dessaisissements des entreprises québécoises a progressé considérablement l'année dernière, passant de 125 à 213 en 1997. Dans l'ensemble, la rentabilité générée par cette activité a quelque peu augmenté de 1,02 en 1997 à 1,15 en 1998. Les premiers appels publics à l'épargne et les ventes dérivées constituaient seulement 5 des 213 mécanismes de sortie, tandis que les rachats d'entreprises ont servi à exécuter 74 % des dessaisissements. Ces transactions comprenaient un coût de 96 millions \$ et ont offert un produit de 106 millions \$, soit une diminution du coût de 1,1 fois, poursuivant pour une autre année la tendance à la baisse par rapport à 1,9 en 1995. La prépondérance de ce mécanisme de sortie, alliée à un coefficient modeste fait nettement reculer la rentabilité globale.

n À la fin de 1998, les fonds gérés au Québec se chiffraient à 5,1 milliards \$ par rapport à 4 milliards \$ à la fin de 1997, soit une autre augmentation de 25 %. Les fonds sous gestion au Québec équivalent à 50 % des 10 milliards \$ qui sont gérés au Canada, poursuivant la tendance à la hausse par rapport au 45% enregistré en 1996.

n Les nouveaux capitaux affectés aux entreprises québécoises à risque ont continué leur progression en 1998, pour atteindre 947 millions \$, ce qui représente une hausse de 18 % comparativement à 805 millions \$ obtenus l'année précédente. Près de la moitié de ces capitaux a été souscrite auprès de particuliers qui ont investi dans les fonds de capital de risque des travailleurs et principalement le Fonds de Solidarité.

n Les liquidités des entreprises québécoises à risque s'établissent à 1,1 milliard \$ pour la troisième année consécutive et représentent maintenant une réserve d'un peu moins de deux années.